

---

## *Synthèse de documents*

---

**SUJET :** Kenya : un avenir radieux ?

**Consignes :**

- L'objectif du présent devoir est de répondre à la question formulée ci-dessus en vous appuyant sur les documents suivants.
- Les arguments développés utiliseront les documents en évitant le piège de la paraphrase et pourront être enrichis par des éléments d'actualité.
- Le développement sera divisé en 2 ou 3 parties clairement apparentes. Une attention particulière devra être accordée aux transitions entre les arguments et entre les parties.
- Ne perdez pas de temps à présenter et à citer les documents.

**Document n° 1 :**

*Kenya : l'émergence au pas de charge | Jeune Afrique | 05-02-2020*

Qu'est-ce qui fait courir les équipes du président Uhuru Kenyatta ? À peine installé au ministère des Finances – après le départ controversé de son prédécesseur, Henry Rotich, accusé de corruption –, l'ancien ambassadeur Ukur Yatani a multiplié les mises en garde en direction de l'Administration.

Le grand argentier du Kenya a promis de sabrer dans « les dépenses non essentielles » : des frais d'hôtellerie aux fournitures de bureau, de l'utilisation de véhicules du gouvernement à « la taille de la délégation gouvernementale lors de réunions à l'extérieur du pays ». Dans son message à la nation du 31 décembre 2019, le président kényan a lui-même exhorté ses concitoyens à « faire de 2020 l'année la plus réussie de l'histoire du pays ».

Vue à distance, cette agitation a de quoi surprendre. Les prochaines élections générales ne sont pas attendues avant 2022. Jubilee Party of Kenya, le parti unifié du président Kenyatta et de son vice-président, William Ruto, élu en 2013 et réélu en 2017, dispose d'une solide majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat.

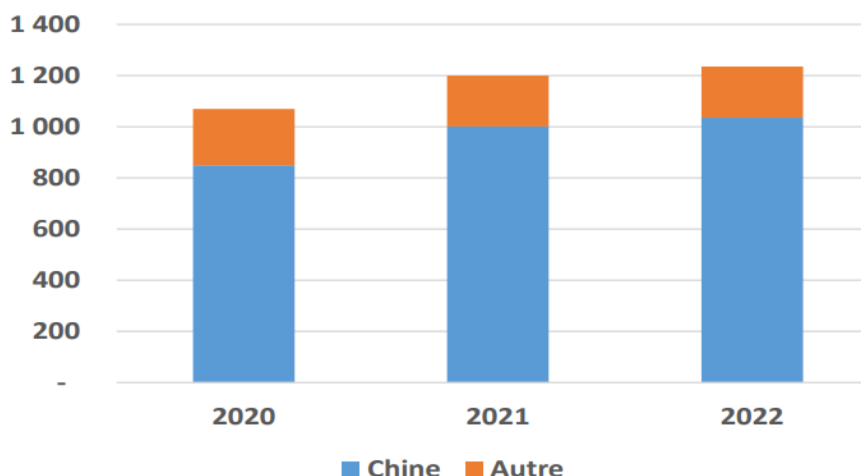
Jubilee compte 193 sièges dans la Chambre basse, contre 127 pour la National Super Alliance (Nasa), qui soutient l'ex-Premier ministre et candidat à la présidentielle Raila Amolo Odinga, et occupe 38 fauteuils sénatoriaux contre 28 dans la Chambre haute. Par ailleurs, la conjoncture économique kényane paraît reluisante, avec un taux de croissance supérieur de moitié à la moyenne subsaharienne : 6 % anticipés en 2019, selon le Trésor public, après une hausse de 6,3 % en 2018 – la plus forte depuis 2011.

**Document n°2 :**

*Service de la dette publique externe bilatérale | Direction Générale du Trésor français | 23-09-2021*

Dettes externes bilatérales : dette contractée par un Etat auprès d'un autre Etat

Service de la dette : somme des intérêts annuels sur la dette + somme du capital emprunté remboursé la même année



**Document n°3 :**

*La diplomatie chinoise des infrastructures, quand les prêts deviennent un fardeau pour le Kenya | Aladin El Yassini | 28-02-2020*

Inaugurée en 2017 par le président kenyan, Uhuru Kenyatta, la ligne ferroviaire à écartement standard Mombassa-Nairobi (Standard Gauge Railway-SGR) devait permettre à l'économie kényane, première

de la région, de franchir un palier. Il était question de remplacer le « Lunatic express », construit à l'époque coloniale et de se doter d'infrastructures modernes nécessaires au développement économique. Cependant, deux années plus tard, le SGR, financé dans sa quasi-totalité par des prêts chinois, fait les frais de nombreuses critiques. Ces dernières, questionnent à la fois les motivations chinoises derrière toutes ces largesses financières, ainsi que le recours systématique à l'endettement étranger comme seul financement du développement dans de nombreux pays africains.

Lancé en 2013, le SGR est le plus grand projet d'infrastructure que connaît le Kenya depuis son indépendance en 1963. Ce projet s'inscrit dans le plan vision 2030, visant à faire croître la part du secteur manufacturier dans l'économie kényane, dominée aujourd'hui par l'agriculture. La première partie du SGR relie Mombassa, plus grand port d'Afrique de l'est, à Nairobi, la capitale. Le projet a été financé à hauteur de 90% par la banque chinoise Eximbank et participe au déploiement des Nouvelles Routes de la Soie. Toutefois, deux ans après son inauguration, les critiques ne cessent de dénoncer un projet non viable économiquement et un « piège de la dette » qui constitue un danger pour la souveraineté nationale.

Toutefois, deux ans après son inauguration, les critiques ne cessent de dénoncer un projet non viable économiquement et un « piège de la dette » qui constitue un danger pour la souveraineté nationale. La *Kenya Ports Authority* (KPA), société d'Etat chargée de la gestion du port de Mombassa est l'obligée de la Eximbank, dans le sens où tous les bénéfices dégagés par la KPA seront alloués au remboursement de la dette du Gouvernement kényan. Afin de garantir le remboursement du prêt contracté auprès de Eximbank, le gouvernement a mis en gage certains de ses actifs. Ainsi, selon un rapport du bureau de l'auditeur général une telle caution constitue un danger pour la souveraineté du Kenya, qui pourrait voir un de ses actifs stratégiques changer de main. Le caractère stratégique du port de Mombassa ne se mesure pas simplement à l'aune de l'économie kényane, mais à l'ensemble des pays voisins.

**Document n°4 :**      *Kenya : Le contexte économique | BNPPARIBAS | 2021*

Le Kenya est particulièrement avancé dans le secteur des services et a été la source d'innovations adoptées sur tout le continent. En 2017, il est devenu le premier pays à vendre des obligations d'État via les téléphones mobiles. C'est également le troisième producteur de thé et le premier exportateur (en volume) au monde, le 9e producteur de haricots secs, le 14e producteur de graines oléagineuses et il fait partie des 20 plus grands exportateurs de café (FAO). L'agriculture représente 34,1% du PIB kényan et emploie 53,8% de la population active. L'agriculture et l'horticulture sont les deux plus grands secteurs de l'économie kényane. Le café, le blé, la canne à sucre, les fruits et légumes sont parmi les principales cultures, et les produits laitiers, le bœuf, le poisson, le porc, la volaille et les œufs sont les principaux produits animaux. Le pays exporte du thé, du café, des fleurs coupées et des légumes.

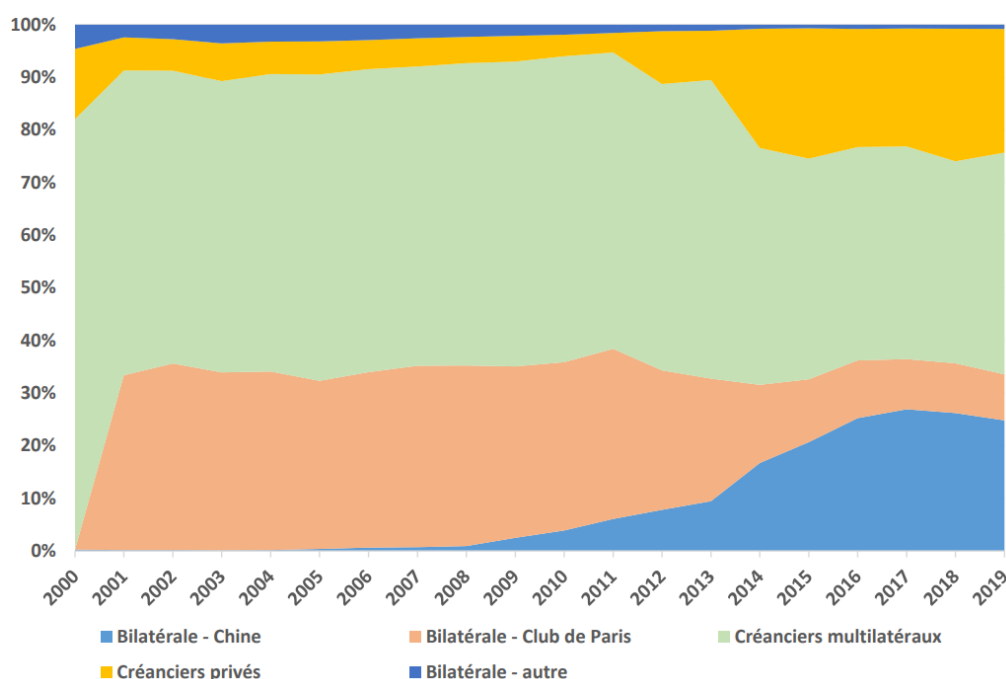
Bien que le pays dispose de peu de ressources minérales, certains minéraux de grande valeur comme le titane ont un potentiel considérable. De plus, le Kenya pourrait devenir producteur de pétrole et de gaz dans les années à venir, car de nouveaux gisements de pétrole (avec un potentiel de 750 millions de barils) ont été découverts suite au forage de puits d'exploration dans le comté de Turkana (Nord-Ouest). L'industrie représente 16,1% du PIB et emploie 6% de la population active. Le secteur des services contribue à 43,2% du PIB et emploie 38,7% de la population active. Le tourisme, secteur clé de l'économie kényane, a été touché par plusieurs attaques terroristes perpétrées par le groupe Al-Shabab depuis 2013. Les industries manufacturières et financières, bien que modestes, sont

parmi les plus sophistiquées d'Afrique de l'Est. Les secteurs de l'informatique et des communications se développent rapidement et l'industrie de la construction est très dynamique. Le rythme de croissance des transports, de la médecine, de l'éducation ou des services financiers fait du Kenya une plaque tournante régionale.

**Document n°5 :** *Evolution de la dette publique externe et de sa décomposition* | Direction Générale du Trésor français | 23-09-2021

Créanciers multilatéraux : Banque mondiale, Fonds monétaire internationale et les banques régionales d'investissement (banque européenne d'investissement, banque africaine de développement,...)

Club de Paris : groupe informel de 22 pays (France, Royaume-Uni, Allemagne, Russie, Brésil, USA,...) dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées et durables aux difficultés de paiement de pays endettés.



**Document n°6 :** *Composition de l'économie kenyane* | Banque Mondiale | 2020

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	54,3	6,2	39,4
Valeur ajoutée (en % du PIB)	35,2	16,2	42,2
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	6,4	3,6	-4,4

**Document n°7 :** *Au Kenya, le désastre du tourisme au temps du coronavirus* | Le Monde | 30-09-2020

En 2019, le pays avait accueilli plus de 2 millions de touristes, un chiffre en hausse par rapport à 2018, et ce malgré une attaque terroriste à Nairobi. Cette année, « janvier et février furent très bons, 2020 s'annonçait fantastique », témoigne Jimi Kariuki, patron de la chaîne hôtelière Sarova, qui compte notamment des hôtels parmi les plus emblématiques – et un brin surannés – de Nairobi. Un seul de ses neuf établissements est encore ouvert, avec un taux d'occupation dérisoire. « Nous avons 1 300 employés et 85 % à 90 % d'entre eux sont à la maison. Mais le télétravail n'est pas possible dans notre secteur : la réception, l'accueil, le nettoyage ne peuvent pas être faits à distance », ajoute celui qui préside également le Conseil du tourisme (KTB), un autre organe de promotion du secteur.

Au-delà des emplois, c'est toute une série d'équilibres qui sont rompus. Si le tourisme ne totalise que 10 % environ du PIB, avec un chiffre d'affaires de 163,6 milliards de shillings en 2019 (1,4 milliard d'euros), il représente la deuxième source d'entrée de devises, jouant ainsi un rôle-clé dans la stabilité économique. Autre exemple : les parcs nationaux et réserves privées ne touchent plus aucun droit d'entrée, leur principal revenu. Le Kenya Wildlife Service (KWS), qui gère les parcs de l'Etat et assure la protection des animaux sur tout le territoire, devrait perdre 80 % de son budget, selon un rapport du Parlement.

**Document n°8 :** Kenya : Indicateurs de croissance | FMI - World Economic Outlook Database | Avril 2021

Indicateurs de croissance	2019	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)	2023 (e)
PIB (milliards USD)	100,46	102,43	109,49	116,64	124,68
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	5,0	-0,3	5,6	6,0	5,7
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	59,0	67,6	69,7	70,2	69,6
Taux d'inflation (%)	5,2	5,2	6,0	5,0	5,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-5,56	-4,53	-5,52	-5,95	-6,38
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-5,5	-4,4	-5,0	-5,1	-5,1

**Document n°9 :** Le Kenya, hub est-africain de l'innovation numérique | Trésor Info | 03-04-2021

Nairobi est considérée comme le hub numérique d'Afrique de l'est, et l'une des capitales les plus dynamiques dans le domaine de l'innovation sur le continent, aux côtés de Lagos et de Cape Town. Ce positionnement s'explique d'abord par des success stories historiques à l'image de MPesa, pionner dans le secteur des transferts monétaires via la téléphonie mobile. Chaque seconde, environ 900 transactions sont réalisées par ce moyen au Kenya, qui voit transiter 68 % des transactions monétaires du pays. Plus largement, le Kenya dispose d'un véritable écosystème de start-ups : on compte 108 incubateurs dans la seule ville de Nairobi. Les jeunes entrepreneurs sont en effet à l'avant-garde de cette mutation. La majorité cherche à mettre en place des solutions tech qui capitalisent sur les multiples défis du pays et sur les opportunités qui en découlent. Les retombées, notamment économiques, sont toutefois à modérer. L'écosystème start-up peine à se structurer et beaucoup d'entrepreneurs, faute de financement, sont contraints d'abandonner leur projet. En ce sens, l'arrivée récente de nouveaux acteurs du financement comme les fonds de venture capital ou les business angels devrait permettre d'accompagner davantage ces jeunes pousses dans leur croissance.

L'écosystème Tech kenyan représente aujourd'hui le deuxième marché le plus attractif d'Afrique en termes d'investissement en capital-risque dans les startups. Le Kenya totalise 26% des fonds investis, soit 147 MUSD, derrière l'Afrique du Sud et devant le Nigéria. Le profil des investisseurs intéressés par le segment est diversifié : fonds spécifiques soutenus par des bailleurs (*TLcom, GreyElephant, Savannah Fund, etc.*), *business angel* américains et dans une moindre mesure, européens. Les géants américains du numérique (IBM, Oracle, Facebook, Google, etc.) ont fortement soutenu le secteur : Facebook et Google mais également Samsung ont investi dans *I-Hub*, le principal incubateur kényan, tandis que les deux premiers développent des « *data centers* » à vocation continentale au Kenya. Un phénomène de bulle pourrait à terme apparaître, si l'appréciation des performances futures des jeunes entreprises devait se révéler excessive, d'autant plus que l'engouement des investisseurs pour le segment crée une surévaluation de la valeur des entreprises investies.

L'ouverture des données publiques a été une étape très importante. En 2011, le Kenya a développé le Kenya Open Data Initiative, un portail destiné à agréger des données pour soutenir le développement des start-ups. Aujourd'hui, le gouvernement kenyan poursuit ses efforts pour intégrer technologies numériques dans les services publics (iTax portal).